

ces en dit une autre, et le premier ministre suppléant (M. Sharp), une troisième. Pendant ce temps, et alors qu'une crise comme celle de 1929 de dessine, le premier ministre (M. Trudeau) parcourt le monde. Le premier ministre suppléant déclare ne pas savoir qui expose la politique gouvernementale. Lui-même et le ministre des Finances se contredisent quotidiennement.

Examinons ce que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a dit dans le discours qu'il vient de prononcer aux États-Unis. Au premier abord, il me paraît assez stupide, sur le plan diplomatique, de s'en prendre aux États-Unis qui sont encore nos meilleurs clients. Quand on veut leur vendre des marchandises—c'est une façon de réduire le chômage—on ne démolit pas ses clients. Cette règle est dictée par le bon goût et la véritable diplomatie. Je voudrais citer des assertions du ministre. J'en suis sûr, même si le discours est parvenu au bureau du premier ministre, seul le personnel le lira, et tandis que lui-même parcourt le monde, une telle propagande n'aide pas à rendre notre pays sympathique. C'est pourquoi les États-Unis commencent à reconsidérer leur attitude à l'égard du Canada. Nous avons perdu leur amitié, comme nous avons perdu celle de la Grande-Bretagne par la faute du genre de diplomatie pratiquée par notre premier ministre.

C'est pourquoi le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a dit, comme on le voit à la page 5 de son discours:

Nous avons fait connaître ces vues...

Il s'agit de la vente du gaz naturel et du pétrole.

... au gouvernement des États-Unis de façon à la fois officielle et officieuse tout en l'exhortant à reconsidérer ses décisions et à supprimer les contrôles.

Cela m'irait tout à fait bien, mais jour après jour, des députés de l'opposition n'ont cessé comme moi d'interroger le gouvernement pour savoir quelles étaient les négociations en cours avec les États-Unis au sujet de l'industrie pétrolière et quels étaient les problèmes de l'Ouest du Canada quant au commerce des céréales. Les problèmes de l'Ouest, en ce qui concerne nos marchés industriels, se reflètent dans l'Est du Canada. Nous devrions, je pense, créer un conseil de l'économie de l'Ouest chargé d'enquêter sur les faits, non seulement pour aider cette région, mais pour aider le Canada tout entier. Voilà la première recommandation positive et je tiens à la faire d'emblée. Ce conseil étudierait les déclara-

tions faites dans le discours, dont je citerai tout à l'heure des extraits et présenterait certainement ensuite des recommandations analogues à celles qu'a faites le Conseil économique du Canada. Mais à quoi bon, si le gouvernement les écarte?

A la page 18 du discours du ministre, les perspectives de l'exportation à long terme sont analysées. Je suis d'accord avec certains des faits et les explications fournies. D'après le ministre, nous exportons environ 45 p. 100 de notre pétrole et 89 p. 100 de ces exportations vont aux États-Unis; les États-Unis viennent de réviser leur politique d'importation et prennent des mesures provisoires pour la modifier. Puis je trouve le passage suivant:

Ceux qui établissent les politiques américaines ont dit des choses fort aimables sur les avantages qu'il y aurait à se tourner vers le Canada pour assurer une fraction appréciable des importations toujours croissantes de pétrole dont votre pays aura besoin; d'autre part, le comité Schultz a recommandé qu'on permette le libre accès du pétrole canadien aux marchés américains sous réserve de la négociation avec le Canada d'un accord satisfaisant dans le domaine de l'énergie.

Nous devrions augmenter nos exportations de pétrole brut; cela aiderait à équilibrer notre balance des paiements avec les États-Unis, et le Canada tout entier en bénéficierait. Nous devrions négocier des exportations plus élevées de pétrole avec nos voisins au lieu de les insulter, car le genre d'insultes diplomatiques que le ministre et le premier ministre adressent aux États-Unis de temps à autre n'améliorent pas nos relations d'affaires avec eux, ce qui pourrait redresser notre situation économique.

Et après avoir critiqué les réductions effectuées aux États-Unis, le ministre, qui a refusé de nous renseigner sur les négociations entre le Canada et les États-Unis, a prononcé les paroles suivantes, comme en fait foi la page 21 de son discours:

Et compte tenu des ententes de longue date entre nos deux pays, sur la défense, le commerce et dans d'autres domaines, il serait inadmissible de notre part d'orienter ailleurs de tels approvisionnement, sauf par suite d'un accord mutuel et dans un but commun, ou de violer des accords commerciaux en vigueur entre nos deux pays.

Autrement dit, le ministre était d'accord sur la réduction unilatérale, mais il disait d'autre part:

Et compte tenu des ententes de longue date entre nos deux pays sur la défense,

Arrêtons-nous ici. Quand avons-nous perdu l'amitié et la confiance des États-Unis? Lors de notre retrait unilatéral de l'OTAN. C'est à ce moment-là que nous les avons perdus.